



**PRÉFET  
DE LA  
MARTINIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **MARCHE A PROCÉDURE ADAPTÉE**

<p><b>Missions de Contrôle Technique</b> <b>Travaux de Renforcement para cyclonique au COD/COZ de la Préfecture de Martinique</b></p>
---

### ***Cahier des clauses techniques et administratives particulières (CCATP)***

Annexe 1 - Mémento technique

Annexe 3 - Plan d'intérieur Bat D2 4<sup>e</sup> étage du cabinet Florian Couvreur - La présente pièce sera remise par madame Meyer lors de la visite obligatoire contre signature d'un engagement de confidentialité et de non-divulgateion.

Code CPV : 71631300-3 « services de contrôle technique de bâtiments »

GM : 37.02.11 : *Contrôles réglementaires et diagnostics*

## ***Table des matières***

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
2 OBJET DU MARCHÉ.....	4
3 PROCÉDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ.....	4
4 FORME ET ÉTENDUE DU MAPA.....	4
5 ALLOTISSEMENT.....	4
6 DURÉE.....	4
7 TRANCHES ET VARIANTES.....	4
8 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	4
9 NATURE ET ÉTENDUE DES PRESTATIONS.....	5
9.1 Prestation de contrôle technique.....	5
9.2 Réglementation applicable.....	5
9.3 Obligations contractuelles.....	6
10 SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES.....	6
10.1 Description des missions.....	6
10.2 Considérations sociales.....	6
10.3 Considérations environnementales.....	6
11 MODALITÉS EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
11.1 Organisation générale des prestations techniques.....	6
11.2 Organisation de la mission.....	7
11.3 Transmission des rapports.....	7
11.4 Constatation de l'exécution des prestations.....	7
11.5 Protections des biens.....	7
12 CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION.....	7
12.1 Représentation des parties.....	7
12.2 Responsabilité du titulaire.....	8
13 DESCRIPTIONS DES CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES.....	8
13.1 Obligations du titulaire.....	8
13.2 Obligation de l'administration.....	9
13.3 Clause de réexamen – modifications prévisibles du contrat.....	9
14 PRIX DES PRESTATIONS.....	10
14.1 Forme et contenu des prix.....	10
14.2 Variation des prix.....	10
14.3 Variation des prix et modalités de calculs des révisions.....	10
14.4 TVA.....	10
14.5 Clause butoir.....	10
14.6 Clause de sauvegarde.....	10
15 MODALITÉS FINANCIÈRES.....	10
15.1 Avance.....	10
15.2 Acomptes.....	11
15.3 Retenue de garantie.....	11
15.4 Cession ou nantissement de créance.....	11
16 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU MARCHE.....	11

16.1	Modalités de règlement.....	11
16.2	Modalités de facturation.....	11
16.3	Délai global de paiement.....	12
16.4	Intérêts moratoires.....	12
16.5	Paiement des cotraitants.....	12
	17 OBLIGATIONS RELATIVES AU DROIT DU TRAVAIL.....	12
	18 PÉNALITÉS.....	12
	19 STIPULATIONS DIVERSES.....	13
19.3	Sous-traitance.....	13
19.4	Documents éligibles en cas de détachement d'un salarié sur le sol français.....	14
19.5	Modifications dans la structure du Titulaire.....	14
19.6	Redressement – Liquidation judiciaire.....	14
19.7	Cession du marché.....	14
19.8	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	14
	20 RÉSILIATION DU MARCHE.....	14
	21 LITIGES ET CONTENTIEUX.....	15
	22 DÉROGATIONS AU CCAG-PI.....	15

## 1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

L'État,  
Ministère de l'Intérieur,  
Préfecture de la région Martinique  
BP 647/648 rue Louis Blanc  
97200 Fort-de-France

Signataire du marché : M. le préfet de la région Martinique ou son représentant

## 2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché à procédure adaptée a pour objet une **mission de contrôle technique globale dans le cadre des travaux de renforcement para cycloniques au COZ/COD de la préfecture de Martinique.**

Le projet concerne le bâtiment D2 de la préfecture (Bâtiment Erignac) qui abrite les locaux du Centre opérationnel Départemental (COD) et du Centre Opérationnel de la Zone (COZ), les deux instances principales de coordination dans le cadre de la gestion de crise.

### Liste des intervenants :

- **Maître d'œuvre (mission complète) : en cours de sélection**
- **CSPS : en cours de sélection**

## 3 PROCÉDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché à procédure adaptée (MAPA).

## 4 FORME ET ÉTENDUE DU MAPA

Le marché est conclu à prix forfaitaire, sur la durée totale du marché.

Le marché porte sur des prestations de services. Il est régi par le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI).

## 5 ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti. Il porte sur une seule opération immobilière.

## 6 DURÉE

Le marché est conclu pour une période ferme de **6 mois** à compter de sa date de notification.

- **Date prévisible de début des études : août 2026**
- **Date prévisible de début des travaux : deuxième trimestres 2027**

Le présent marché n'est pas reconductible.

## 7 TRANCHES ET VARIANTES

Le présent marché ne comporte pas de tranches ni de variantes.

## 8 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- l'acte d'engagement et son annexe financière, la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP) et ses trois annexes :
  - Annexe 1 - Mémento technique
  - ~~Annexe 2 - CCTP du BET EGIS portant sur la sécurisation du bâtiment de gestion de crise départementale et zonale de la préfecture de la Martinique~~
  - Annexe 3 - Plan d'intérieur Bat D2 4<sup>e</sup> étage du cabinet Florian Couvreur

- l'offre technique du titulaire.

En application du présent article, les stipulations de l'offre technique en contradiction avec les autres pièces contractuelles sont inapplicables et inopposables aux représentants du pouvoir adjudicateur et aux services bénéficiaires de l'accord-cadre. L'offre technique du titulaire ne saurait créer une quelconque charge opposable à la personne publique.

Pièce générale :

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de remise des offres. Ce document n'est pas joint au présent marché mais est réputé être connu par le titulaire.
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Seuls les documents conservés dans les archives de la personne publique font foi.

## 9 NATURE ET ÉTENDUE DES PRESTATIONS

### 91 Prestation de contrôle technique

Les prestations attendues sont détaillées au memento technique ci-annexé.

### 92 Réglementation applicable

Les prestations objet du marché doivent être exécutées dans les règles de l'art et conformément aux textes législatifs et réglementaires actuels et futurs qui les réglementent, notamment :

- le code du travail,
- le code de la construction et de l'habitation,
- le code de l'urbanisme,
- le code de l'environnement,
- le code de la santé publique,
- le décret n°2007-363 du 19 mars 2007 relatif aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie, aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existante et à l'affichage du diagnostic de performance énergétique,
- le décret n°99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression,
- le décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes aux publics et des bâtiments d'habitation,
- le décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grandes hauteurs, modifiant le code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,
- l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications,
- l'arrêté du 3 mai 2007 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants,
- l'arrêté du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression,
- l'arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique,
- l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP),

Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité.

## 93 Obligations contractuelles

Il appartient au Titulaire de mettre en œuvre les moyens et l'organisation nécessaires pour répondre à ses obligations contractuelles et réglementaires.

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des installations et ouvrages dans l'administration dans leur état, leur environnement et pour les prestations qui lui sont demandées. Il ne pourra arguer de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les installations pour se soustraire à ses obligations.

## **10 SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES**

### 10.1 Description des missions

Les missions sont détaillées au memento technique ci-annexé.

### 102 Considérations sociales

Les considérations sociales ne constituent pas un critère de notation au présent marché.

### 103 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Le titulaire doit adopter des pratiques favorables à la réduction de l'émission de gaz polluants ou à effets de serre, en particulier le CO<sub>2</sub>, à l'amélioration de la qualité de l'air, la réduction des impacts sur la biodiversité et la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales dans l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage notamment à :

- optimiser les tournées des contrôleurs dans le but de réduire les émissions polluantes liées aux transports ;
- remettre les rapports sous format électronique (sauf demande expresse d'un service bénéficiaire).

Le cas échéant, le Titulaire s'engage également à concrétiser les mesures prévues dans son offre technique, afin de limiter l'impact environnemental des outils numériques utilisés pour l'exécution des prestations, notamment en matière d'hébergement des données et des rapports (performance énergétique des centres de données, recours à des énergies bas carbone, politique environnementale de l'hébergeur ou équivalent) ou permettant de réduire l'empreinte carbone liée à la production, au stockage et à la transmission des livrables du marché.

En cas d'absence de réalisation des actions, il peut être appliqué une pénalité forfaitaire de 200 €.

## **11 MODALITÉS EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### 11.1 Organisation générale des prestations techniques

Le Titulaire met en place le personnel nécessaire à la réalisation des prestations. Il lui appartient d'en déterminer le nombre et la qualification.

Le projet d'organisation, précisant les effectifs, les qualifications, le rôle de chaque employé, est défini dans le mémoire technique de l'offre du Titulaire. Ces éléments constituent selon le Titulaire les moyens minimaux à mettre en œuvre pour assurer la bonne exécution des prestations du MAPA et il s'engage de ce fait à les mettre en œuvre.

Le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires à une parfaite exécution des prestations, issue de son obligation de conseil. Un interlocuteur unique devra être désigné dans le mémoire technique du candidat.

Le pouvoir adjudicateur mettra à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations et facilitera en tant que de besoin l'obtention auprès des autres organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire pourra avoir besoin.

Conformément à l'article 45 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et aux risques du titulaire, en cas d'inexécution de ce dernier.

## 112 Organisation de la mission

Une réunion de mise en place sera réalisée avec le maître d'ouvrage afin d'organiser le déroulé de la mission.

## 113 Transmission des rapports

### 113.1 Délais de remise

Les délais de remise des livrables sont précisés au paragraphe VII du mémento technique.

### 113.2 Modalités de transmission des rapports et/ou des certificats :

Le titulaire remet, après intervention, sous format électronique un exemplaire du rapport et/ou certificat.

### 113.3 Restitution des documents :

Le Titulaire s'engage à restituer à la remise de son rapport, la documentation remise pour la réalisation des prestations objet du marché. Tout frais de reproduction, après autorisation du Bénéficiaire, de remise en état ou de reconstitution de la documentation reste à sa charge. L'ensemble de la documentation mis à la disposition du Titulaire reste la propriété du Bénéficiaire

## 114 Constatation de l'exécution des prestations

### Opérations de vérification - Essais

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées dans les conditions de l'article 28 du CCAG-PI.

### Admission

En l'absence de spécification particulière suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-PI.

Les opérations de vérification sont effectuées sur les prestations conformément aux prescriptions des articles 27 à 30 du CCAG PI.

Elles sont effectuées par l'acheteur sur le lieu de réception des prestations. Ces opérations consistent à s'assurer de la réalisation conforme des prestations avec les prescriptions du marché.

Ces opérations de vérification sont formalisées au moyen d'un « bon de réception » signé par l'administration.

Ces opérations de vérification interviennent, à l'issue de l'exécution des prestations, dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la remise du livrable correspondant par le titulaire. Sur demande de l'administration, le titulaire produit tout document permettant d'établir la réalisation des prestations. À défaut de production de ce document, les prestations sont réputées non exécutées.

## 115 Protections des biens

Le Titulaire doit à ses frais la remise en état des biens qu'il aurait pu dégrader pendant ses prestations et les frais éventuellement engagés pour pallier la défaillance qu'il a engendrée.

À défaut d'exécution rapide de ces réparations, l'administration se réserve le droit, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure, de les faire exécuter aux frais du Titulaire par tout moyen qu'il jugerait bon.

## **12 CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION**

## 121 Représentation des parties

### 121.1 Représentation de l'acheteur

Le bureau de l'immobilier relevant du service de l'immobilier et de la logistique (SIL) représente le pouvoir adjudicateur pour toute information relative au suivi administratif du marché.

### 121.2 Représentation du titulaire

Le titulaire s'engage à désigner un correspondant privilégié ainsi qu'un suppléant habilités à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché pour la durée du marché. Ils seront garants des engagements contractuels de la société. Le nom du référent, ses numéros de téléphone, les jours et horaires d'appel auxquels il peut être joint ainsi que son adresse e-mail figureront dans l'offre du candidat.

Ce représentant agit en qualité de chef de projet, il suit et coordonne les interventions du personnel du titulaire et a tout pouvoir afin d'agir pour le compte du titulaire. Il devra être facilement joignable par téléphone et courrier électronique.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le correspondant précité peut être sollicité pour tout conseil de rationalisation et de substitution concernant les références susceptibles d'être commandées.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

## 122 Responsabilité du titulaire

Le Titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

### 1221 Sensibilisation du personnel du titulaire

Le personnel du Titulaire reste en toutes circonstances sous son autorité hiérarchique et disciplinaire. À ce titre, le Titulaire assume l'encadrement de son personnel. Il veille notamment à ce que son personnel intervenant dans le cadre des prestations respecte les mesures de sécurité propres au site concerné par l'exécution du présent marché.

#### 13.2.2 Remplacement des intervenants

Pendant la durée d'exécution du contrat, l'administration se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire sans avoir à motiver sa décision.

De même, le Titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Toute proposition de remplacement d'un intervenant par le Titulaire est soumise à l'approbation du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire procède au remplacement d'un intervenant dans un délai de 8 jours ouvrés à compter :

- de la notification de la demande de remplacement, faite par le représentant du pouvoir adjudicateur ;
- de la notification d'approbation faite par le représentant du pouvoir adjudicateur en réponse à une demande de remplacement émise par le Titulaire.

Le non-agrément d'intervenants par la personne publique ne saurait d'une quelconque façon exonérer le titulaire de ses obligations de résultat, en particulier celles liées au respect des planifications établies. Le remplacement éventuel d'un intervenant est soumis à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur.

En aucun cas, le remplacement d'un membre du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

## **13 DESCRIPTIONS DES CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES**

### 131 Obligations du titulaire

#### 131.1 Obligation de conseil et d'information

Le titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'informations et de recommandations vis-à-vis de la personne publique, ainsi qu'à une obligation de mise en garde et d'alerte.

Dans le cadre de sa mission, le titulaire s'engage à informer l'administration de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur les prestations objet du marché.

En vertu de son obligation de conseil, le titulaire s'engage également à inciter, recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins du bénéficiaire.

Il s'engage notamment :

- à accompagner et conseiller le maître d'ouvrage dans la qualification de son besoin
- à informer le maître d'ouvrage, à la demande de ce dernier, sur les obligations liées aux prestations réalisées.

Dans ce cadre, le titulaire notifie à la personne publique toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité de la structure où s'exécute le marché.

Le titulaire doit informer la personne publique de toutes difficultés rencontrées ou dont il aurait connaissance au fur et à mesure de l'exécution du marché.

#### 1312 Obligation de confidentialité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le pouvoir adjudicateur pourra demander à tout moment au titulaire de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants, cotraitants et fournisseurs.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts de ce dernier. Le Titulaire reconnaît avoir été avisé que toute divulgation d'information confidentielle est soumise aux dispositions de l'article 226-13 du code pénal.

#### 1313 Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de « responsable du traitement », et le titulaire celle de « sous-traitant » du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

#### 1314 Lancement des prestations

Après la notification du marché, une réunion de lancement se tiendra dans les locaux de l'acheteur.

Au cours de cette réunion, toutes les questions concernant l'exécution du marché pourront être évoquées afin de réduire les difficultés qui pourraient naître de son exécution.

#### 1315 Mesures de sécurité et vérifications préalables

Le titulaire fournit la liste de ses personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre du présent contrat. La liste précise les mentions suivantes : nom / prénom / date et lieu de naissance. Cette liste sera transmise 5 jours ouvrés avant la date de début d'exécution du dit marché.

Elle doit être actualisée à chaque départ ou arrivée de personne indiquée sur la fiche.

L'accès des personnels du titulaire devra avoir été autorisé par les services de la personne publique. La personne publique n'a pas à justifier d'éventuels refus d'accès sur le site.

### 132 Obligation de l'administration

La personne publique s'engage à mettre à la disposition du titulaire, dans la limite de ses possibilités, les moyens et les informations nécessaires à l'exécution des prestations.

Durant la validité du marché, l'administration s'engage à :

- désigner un correspondant qualifié, interlocuteur du prestataire pour tous problèmes liés à l'exécution des prestations.
- permettre l'accès au site pour effectuer les interventions nécessaires.

### 133 Clause de réexamen – modifications prévisibles du contrat

Conformément aux dispositions prévues dans l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible :

- L'ajout de prestations imprévues, strictement liées à l'objet du marché et qui nécessiterait de passer par

un opérateur économique assurant des prestations similaires ;

- La DPGF du marché pourra être complété en cours d'exécution du marché afin de rajouter ou compléter certaines prestations à condition que ces modifications ne bouleversent pas l'économie générale du marché.

## **14 PRIX DES PRESTATIONS**

### 14.1 Forme et contenu des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaire. Toute prestation sera rémunérée sur la base d'une décomposition des prix forfaitaire. Les prix sont fermes et non révisables.

Les prix proposés par le titulaire dans son offre financière sont réputés également comprendre notamment :

- Les frais de transports, de déplacement, d'hébergement et de restauration des personnes chargées de réaliser les prestations ou participant aux réunions ;
- Toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations
- Les temps d'attente dus aux spécificités des conditions d'accès ;
- L'élaboration et la remise du livrable à la suite de l'intervention, ainsi que l'ensemble des éléments figurant au CCP, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- Les frais de manutention, de transport, de déplacement et d'hébergement qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.
- Tous les frais afférents à l'exécution du service objet du présent marché (tels que, emballage, manutention, déballage, vérification de l'état de bon fonctionnement des matériels livrés, prise en main du matériel par les utilisateurs, stockage et protection provisoire si nécessaire notamment, le transport, les assurances etc.) ;
- Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Aucun surcoût ne peut être demandé.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes et tous frais compris.

Le titulaire certifie que les prix n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à fournir à l'administration, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité. Il pourra faire bénéficier l'administration des éventuelles mesures commerciales qui interviendraient pendant la durée d'exécution du marché.

### 14.2 Variation des prix

Les prix sont fermes et non révisables.

### 14.3 Variation des prix et modalités de calculs des révisions

Sans objet.

### 14.4 TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### 14.5 Clause butoir

Sans objet.

### 14.6 Clause de sauvegarde

En cas de dépassement de la clause butoir, l'acheteur peut décider de résilier le marché sans indemnité pour le titulaire sous réserve du respect d'un délai de préavis d'un mois.

## **15 MODALITÉS FINANCIÈRES**

### 151 Avance

Conformément à l'article R.2191-7 du CCP, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du CCP, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

Les modalités de remboursement de l'avance sont précisées à l'article R.2191-12 et suivants du CCP. Le remboursement commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant du marché et doit être terminé lorsque 80 % du marché a été exécuté.

Le titulaire peut refuser le versement de ladite avance.

Le pouvoir adjudicateur ne conditionne pas le versement de l'avance à une garantie.

### 152 Acomptes

Le paiement s'effectue par le versement d'acomptes mensuels en fonction du pourcentage de réalisation des prestations.

### 153 Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

### 154 Cession ou nantissement de créance

Le présent marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

## **16 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ**

### 161 Modalités de règlement

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'administration.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire dans le délai global de paiement en vigueur à compter de la présentation de la demande de paiement.

Afin de respecter et d'optimiser la bonne exécution du présent marché, le Titulaire veillera à communiquer les factures établies sur la base du bon de commande correspondant ; et ce dans un délai de 30 jours, après admission des prestations.

Les prix facturés incluent tous les frais et charges.

### 162 Modalités de facturation

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes:

- le nom et l'adresse du titulaire
- l'objet, la date et le numéro du marché
- la référence du bon de commande
- l'objet, la date
- le montant HT, le taux et le montant de la TVA ainsi que le montant TTC
- la date d'établissement de la facture

En application de l'article L.2192-1 du code de la commande publique, le titulaire du marché transmet sa facture par voie électronique.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose aux fournisseurs.

La liste des formats de dématérialisation autorisés est décrite dans le document de spécifications externes de Chorus Pro, consultable à l'adresse internet suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

### 163 Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement seront fixés en application des articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

### 164 Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire d'un montant de 40 € pour frais de recouvrement prévus aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Il court à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

### 165 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

En matière de facturation électronique et par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-PI, chaque cotraitant admis au paiement direct est autorisé à transmettre sur Chorus Pro sa demande de paiement, laquelle doit faire l'objet d'une validation du mandataire du groupement.

## **17 OBLIGATIONS RELATIVES AU DROIT DU TRAVAIL**

### **Respect des dispositions du droit du travail**

Le titulaire devra respecter les dispositions réglementaires et légales françaises en matière de droit du travail et les conventions collectives qui seraient obligatoires, l'acheteur n'étant à cet égard, en aucun cas responsable des éventuels manquements du titulaire.

Le personnel du titulaire est entièrement subordonné hiérarchiquement au titulaire et ce, pendant toute la durée du marché.

### **Respect des obligations relatives à la protection des conditions de travail et de l'environnement**

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG-PI, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent marché et relatives d'une part à la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, d'autre part à la protection de l'environnement ne donneront pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Celui-ci est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

## **18 PÉNALITÉS**

### 181 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, l'inexécution, dans les délais contractuels, des prestations ou de la remise des livrables prescrits entraîne l'application des pénalités suivantes, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable :

Obligations du titulaire	Pénalités	Fait générateur
--------------------------	-----------	-----------------

Remise du devis dématérialisé	50 € /jour de retard	Absence du devis dématérialisé
Transmission ou mise à disposition du rapport par le titulaire	50 €/jour de retard	Absence de rapport dans les délais

## 182 Pénalités pour non-respect des articles L.8221-3 et L.82221-5 du code du travail

Conformément aux dispositions de l'article L.8222-6 du code du travail, en cas de non-respect des formalités prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour de retard, après mise en demeure demeurée sans effet au terme du délai de 15 jours fixé par l'article R.8222-3 du code du travail. L'application de cette pénalité est plafonnée dans les limites fixées au 1er alinéa de l'article L.8222-6 du code du travail.

## 183 Caractère des pénalités

Les pénalités applicables dans le cadre du marché sont toutes cumulables et applicables de plein droit, et sans mise en demeure préalable, ni d'autres formalités juridiques ou judiciaires, prélevées directement par précompte sur les factures à venir. Le paiement des pénalités ne présente aucun caractère libératoire.

Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

# **19 STIPULATIONS DIVERSES**

## 191 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

## 192 Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception. En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

Sont applicables, pour donner date certaine ou point de départ d'un délai, les dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI. En outre, toute demande ou communication échangée par téléphone doit faire l'objet d'une confirmation par écrit (télécopie, messagerie électronique).

## 193 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de

paiement.

#### **194 Documents éligibles en cas de détachement d'un salarié sur le sol français**

Dans l'hypothèse où l'un des Titulaires intervenant dans le cadre de l'exécution du marché était établi hors du territoire français, les documents suivants seront obligatoirement communiqués au pouvoir adjudicateur, avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, en application des articles R.1263-3 et suivants du code du travail :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R.1263-3-1, R.1263-4-1 et R.1263-6-1 ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R.1263-2-2.

En cas d'inexactitude ou de non-production de cette liste, le marché pourra être résilié pour faute du Titulaire.

#### **195 Modifications dans la structure du Titulaire**

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le défaut de communication de ces renseignements dégagera la responsabilité de l'acheteur dans toute éventuelle erreur d'acheminement d'un document au titre du présent marché et le Titulaire ne pourra invoquer cette erreur pour contester les pénalités qu'il pourrait encourir en cas de retard.

En cas de non communication des modifications, le marché pourra être résilié pour faute du Titulaire.

#### **196 Redressement – Liquidation judiciaire**

En cas de redressement judiciaire, le titulaire doit prévenir la personne publique dans les 15 jours calendaires maximum qui suivent le jugement du tribunal de commerce.

Le marché est résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le titulaire doit prévenir la personne publique dès jugement du tribunal prononçant l'ouverture de la liquidation judiciaire. Le marché est résilié, si après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L.641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

#### **197 Cession du marché**

Toute cession du marché à une autre personne morale ou physique est interdite sauf autorisation expresse de la personne publique.

Dans ce cas, le titulaire doit en avertir la personne publique 3 mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception, le nouveau titulaire s'étant auparavant engagé à respecter les conditions initiales du marché.

#### **198 Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG-PI.

### **20 RÉSILIATION DU MARCHÉ**

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-PI.

En cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, selon les dispositions du CCAG de référence.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes de l'accord-cadre, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

La résiliation n'a pas d'incidence sur l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures pour la durée d'exploitation prévue à l'accord-cadre, sous réserve de la réception des résultats concernés et de leur paiement.

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues au CCAG.

Outre les clauses de résiliation prévues par le chapitre 7 du CCAG-PI et le code de la commande publique, la personne publique se réserve le droit de résilier le marché sans mise en demeure préalable en cas de manquements répétés, par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-PI.

## 21 LITIGES ET CONTENTIEUX

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Fort-de-France

Quartier plateau Fofo

97200 Fort-de-France

Téléphone : 0596716667

Courriel : [greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr](mailto:greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr) – 97 200 Fort-de-France – Tél. 0596716667

## 22 DÉROGATIONS AU CCAG-PI

Les dérogations au CCAG-PI sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après : en cas de dispositions contradictoires, les clauses du présent cahier des clauses particulières prévalent sur celles du CCAG- PI.

Articles du CCP	Articles du CCAG-PI	Objet
8	4.1	Pièces contractuelles
16.5	12.1.3.	Règlement du co-traitant
17	6.2 et 7.2	Evolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail
18.1	14.1.1	Applicabilité des pénalités
20	41.2	Résiliation